

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1928

Proposition de Loi exemptant du timbre de dimension les doubles des registres de l'état civil, d'indigénat et de naturalité, et prescrivant la revision du tarif des droits à percevoir pour les expéditions et les extraits desdits actes.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

L'article 109 de la Constitution dispose :

« La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales. »

L'article 93, alinéa 1^{er}, de la loi communale charge le collège des bourgmestre et échevins de la tenue des registres de l'état civil.

Le Code civil complète ces dispositions notamment par les prescriptions suivantes :

« ART. 40. — Les actes de l'état civil seront inscrits, dans chaque commune, sur un ou plusieurs registres *tenus doubles*.

» ART. 43. — Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil, à la fin de chaque année; et dans le mois, l'un des doubles sera déposé aux archives de la commune, *l'autre au greffe du tribunal de première instance*. »

Il appert, tout d'abord, de ces textes, que les administrations communales sont chargées, en l'espèce, d'une mission sociale, d'intérêt général et public.

Néanmoins, les articles 93 et 131, 1^o, de la loi communale, mettent à la charge

des communes, sans aucune intervention de l'Etat ni de la Province, le « salaire des employés » du service et « *l'achat et l'entretien* des registres de l'état civil ».

Et ce que l'on conçoit moins, c'est que l'Etat prélève à son profit un impôt à charge des communes en les obligeant de faire timbrer les feuilles des registres de l'état civil, même celles des doubles qu'elles doivent déposer annuellement au greffe du tribunal de première instance de leur ressort.

En effet, l'article 9, 12^o, de la loi du 25 mars 1891, contenant le Code du timbre, assujettit aux droits du timbre de dimension « les publications de mariage, les registres des actes de l'état civil, des déclarations de naturalité et d'acceptation de naturalisation, et les expéditions, copies ou extraits qui en sont délivrés aux particuliers ».

Le Sénat est saisi d'un grand nombre de pétitions de conseils communaux sollicitant l'exonération du timbre pour ces registres.

Ces pétitions sont basées sur les considérations suivantes :

« LE CONSEIL COMMUNAL,

» Vu le décret du 13 brumaire an VII (3 novembre 1798) assujettissant aux droits de timbre, à raison de leur dimension, les registres de l'état civil;

» Considérant que cette loi a eu pour effet de taxer la confection d'actes dont la création répondait à des nécessités spéciales n'ayant aucun rapport avec la raison d'être ou la mission des administrations communales; qu'en effet, malgré la teneur de l'article 109 de la Constitution, qui déclare que « la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales », il est certain que ces actes et ces registres sont surtout utilisés à des fins d'intérêt collectif, général ou d'intérêt particulier, tels : la confection des listes électorales, les pensions civiles, ecclésiastiques, les mariages, les successions, etc.; que, partant, ils revêtent un caractère d'utilité générale bien plus que locale;

» Qu'à la rigueur, ces registres pourraient être tenus par un fonctionnaire de l'Etat tout comme ceux du cadastre, qui est l'état civil des propriétés;

» Considérant que cette taxe sur les registres de l'état civil est une imposition perçue par l'Etat sur la commune, ce qui est un non-sens, puisque par ailleurs l'Etat doit aider celle-ci de ses subventions;

» Considérant, au surplus, que l'apposition d'un timbre sur les feuilles de ces registres n'ajoute rien à l'authenticité des actes qui y sont rédigés;

» Qu'à ce point de vue, il y a lieu de remarquer que d'autres registres administratifs contenant des actes aussi importants que ceux de l'état civil ne sont pas soumis à l'impôt du timbre; qu'il en est ainsi notamment des registres aux délibérations du Conseil et du Collège dont les actes, comme ceux de l'état civil, peuvent être produits en justice et y faire foi;

» Considérant que cette survivance d'une autre époque, déjà absurde en soi et difficile à justifier, devient plus onéreuse par suite de l'augmentation de l'impôt du timbre, prévue par la loi du 31 décembre 1925; le coût du timbrage des registres de l'état civil pour

1926 s'élèvera, pour la commune de Gilly, à la somme importante de trois mille deux cents francs, à ajouter à la rémunération du personnel préposé au service de l'état civil;

» Qu'il en résultera une dépense appréciable pour les finances communales, dépenses que ne pourra couvrir la taxe d'expédition prélevée à l'occasion de la délivrance d'extraits de ces actes à des particuliers non indigents;

» Considérant que c'est bien assez que les communes soient tenues à l'exécution d'un service d'ordre général sans qu'elles doivent encore être astreintes de ce chef au paiement d'un impôt;

» Vu l'article 131 de la loi communale,

» ÉMET LE VŒU :

» De voir le Pouvoir législatif apporter
» à la loi sur le timbre du 31 décembre
» 1925 les modifications nécessaires pour
» exonérer des dits droits les registres
» de l'état civil. »

Les raisons invoquées sont péremptoires. Les registres de l'état civil sont d'intérêt public. Il est rationnel de les exempter de toute fiscalité au même titre que les autres actes administratifs mentionnés ci-dessus et notamment les registres de population, qui tendent au même but d'ordre social.

« La société entière est intéressée, dit le *Guide pratique de l'Officier de l'Etat civil*, par MM. ROLAND et WOUTERS, à ce que l'état des personnes, leurs rapports de famille, leur qualité de père, d'époux, d'enfant légitime ou naturel, soient constatés d'une manière certaine, car cette constatation est la base de la division des hommes en familles et en nations, division nécessaire à la répartition exacte des droits et des devoirs de chacun. »

Il n'est pas rationnel que les feuilles des registres de l'état civil soient assujetties au droit du timbre de dimension au profit de l'Etat, tandis que les registres de la population sont exemptés de ce droit. Les uns et les autres sont des

registres publics, destinés aux mêmes buts d'intérêt général. Ils devraient être exempts de toute fiscalité.

L'article 7 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre) fixait les taux ci-après :

Le quart de feuille de petit papier	fr. 0.25
La demi-feuille de petit papier	0.50
La feuille de petit papier	1 »
La feuille de moyen papier	1.30
La feuille de grand papier	1.70
La feuille de grand registre	2.50

Ces taux ont été successivement majorés et, en dernier lieu, l'article 1^{er} de la loi du 2 janvier 1926 les a portés à :

La demi-feuille de petit papier	fr. 2.50
La feuille de petit papier	5 »
La feuille de moyen papier	6.50
La feuille de grand papier	8.50
La feuille de grand registre	12.50

Alors que les frais de confection des registres et le traitement des employés de l'état civil sont supportés par les communes, l'État retire d'importantes ressources du droit de timbre de dimension auquel sont assujetties non seulement les feuilles des registres eux-mêmes, mais les expéditions et copies de tous actes de l'état civil.

Dans le but d'alimenter encore davantage les caisses du Trésor, une circulaire ministérielle en date du 19 février 1927, suivie d'une interprétation extensive, a prescrit aux officiers de l'état civil d'exiger des futurs époux, préalablement aux actes de publication de mariage, des certificats d'habitation, attestant leur domicile ou leur résidence de six mois, qui sont soumis au timbre de dimension minimum de fr. 2.50, et au droit d'enregistrement de fr. 12.50, sauf dans les cas d'indigence dûment constatée. (*Revue communale*, 1927, page 242.)

Il va de soi que ces instructions ministérielles, dont la légalité est d'ailleurs

contestée, augmentent dans une mesure appréciable le coût des pièces nécessaires pour les mariages.

Elles semblent contraires au texte et à l'esprit de l'article 9, 12^o, susvisé de la loi du 25 mars 1891, contenant le Code du timbre, qui ne vise que « *les publications de mariages*, les registres, etc.

L'article 12, paragraphe 5, 3^o, de la loi du 25 novembre 1889 fixe à fr. 0.85 les expéditions ou extraits des actes de mariage, d'adoption et de divorce et de fr. 0.53 les expéditions ou extraits des actes de naissance, de décès et de publication de mariage.

Doublés par l'article 9 de la loi du 28 août 1921, les droits à percevoir pour la délivrance des extraits d'actes de l'état civil dans les greffes des tribunaux de première instance sont portés par l'article 159 de la loi du 2 janvier 1926 :

de fr. $0.85 \times 2 =$ fr. 1.70 à 2 francs ;
de fr. $0.53 \times 2 =$ fr. 1.06 à fr. 1.50.

La *Revue communale*, 1926, page 68, constate cette anomalie : « Il est intéressant pour le public de savoir que les mêmes pièces peuvent être demandées aux officiers de l'état civil et que ceux-ci ne sont en droit de ne lui réclamer que la redevance primitive de fr. 0.85 ou fr. 0.53. » (Tarif suranné établi par l'arrêté du roi Guillaume, en date du 24 mai 1827.)

La Conférence des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, dans sa réunion du 14 février 1927, a émis le vœu que les droits à percevoir par les administrations communales du chef de la délivrance d'extraits des registres de l'état civil soient mis en concordance avec les droits perçus par les greffes des tribunaux de première instance, dépositaires d'un double des registres et qui leur est fourni sans frais par ces administrations.

Antérieurement déjà, l'administration communale d'Anderlecht a demandé la revision de l'arrêté royal du 24 mai 1827, savoir :

1^o Par lettre du 20 novembre 1921,

adressée à M. le Ministre des Finances. Celui-ci, par dépêche du 5 février 1922, 3^e Direction, 1^{er} Bureau, n^o 6.618, a répondu que cette demande avait été transmise à M. le Ministre de l'Intérieur, « comme objet rentrant dans les attributions de son Département ».

2^o La demande fut renouvelée par lettre du 2 février 1923, à M. le Ministre de l'Intérieur. A son tour, celui-ci répondit, par dépêche du 13 février 1923, Administration des Affaires provinciales et communales, n^o 9419, qu'il l'avait transmise à M. le Ministre de la Justice « comme rentrant dans ses attributions ».

3^o Enfin, par dépêche du 24 février 1927, 5^e Direction générale, 4^e Section, litt. E. C., n^o 2.069, M. le Ministre de la Justice a écrit à M. l'Officier de l'état civil de la commune d'Anderlecht ce qui suit :

« Conformément au vœu que vous m'avez exprimé, j'ai l'honneur de vous aviser de ce que mon Département met actuellement au point la question du relèvement des droits à percevoir par les administrations communales pour la délivrance d'extraits ou d'expéditions des actes de l'état civil.

» Je prendrai soin, dans un délai peu éloigné, de vous en faire connaître le résultat. »

Étant donné ce qui précède et vu la nécessité pour les communes d'équilibrer leurs recettes et leurs dépenses, j'ai prié M. le Ministre de la Justice, le 15 mars 1927, de bien vouloir faire activer par son Département la revision du tarif des droits d'expédition des actes de l'état civil établis par l'arrêté du 24 mai 1827, en tenant compte de la valorisation actuelle du franc.

Il m'a été donné la réponse suivante :

« Le relèvement des tarifs fixés pour la délivrance des extraits ou copies des actes de l'état civil et des certificats se rapportant à l'état civil des personnes est à l'étude. J'espère qu'une solution pourra intervenir prochainement.

» La question de savoir s'il n'y a pas lieu d'exonérer les registres de l'état civil du droit de timbre de dimension a été transmise à M. le Ministre des Finances. » (Chambres législatives, *Questions et réponses*, Bulletin n^o 19 (7 avril 1927).

Le 14 avril suivant, a paru au même Bulletin la réponse complémentaire que voici :

« Vu les besoins pressants du Trésor, il n'est pas possible d'entrer dans la voie des exemptions préconisées par l'honorable membre.

» Mais il y aurait moyen de donner satisfaction aux communes par une voie indirecte. Ce moyen consisterait à autoriser les administrations communales à réclamer aux parties intéressées, lors de la passation des actes de l'état civil (actes de naissance, de mariage, de décès, etc.), le versement à titre de taxe, d'une somme représentant approximativement le coût du timbre employé à la rédaction des dits actes. Cette somme, qui serait nécessairement modique (1 franc ou 2 francs), serait une charge très légère pour les particuliers tandis qu'elle permettrait aux communes de rentrer dans leurs déboursés.

» Dans ma pensée, les indigents seraient exonérés du paiement de la susdite taxe.

» J'ai suggéré l'expédient qui précède à mon Collègue de l'Intérieur, à qui il appartient d'apprécier s'il y a lieu d'y donner suite. »

Subséquentement à cette dernière réponse, j'ai insisté auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour connaître son avis relativement à une taxe qui serait perçue lors de la rédaction des actes de l'état civil, à charge des parties intéressées, pour couvrir le coût du timbre auquel sont assujettis les registres de l'état civil.

Par dépêche du 28 avril 1927, dont copie m'a été communiquée, M. le Ministre de l'Intérieur a répondu à son Collègue des Finances que, d'accord avec M. le Ministre de la Justice, il estime que

semblable imposition serait inadmissible, en présence de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 mai 1927, qui interdit formellement de porter à charge des parties intéressées ou de recevoir d'elles la moindre chose pour la confection des actes de l'état civil.

Le Gouvernement refuse donc aux conseils communaux l'autorisation d'établir une taxe en vue de récupérer le coût du papier, de l'impression, de la reliure et des timbres de dimension des registres de l'état civil.

D'autre part, toutes les instances faites jusqu'ici pour obtenir la revision du tarif suranné des droits d'expédition que les communes sont autorisées à percevoir en vertu de l'arrêté du 24 mai 1827 n'ont abouti à aucun résultat, les trois départements ministériels précités se déchargeant l'un sur l'autre du soin de reviser ce tarif et de le mettre en concordance avec la valeur actuelle du franc.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de déposer la présente proposition de loi, tendant au double but :

1^o Exempter des droits de timbre les doubles des registres que les administrations communales sont tenues de déposer annuellement au greffe du tribunal de première instance de leur ressort;

2^o Autoriser les communes à percevoir les mêmes droits d'expédition pour la délivrance d'extraits que les dits greffes des tribunaux de première instance, afin de couvrir partiellement les frais des registres qu'elles gardent par devers elles.

Cette proposition est équitable.

Elle ne privera l'Etat que d'une minime partie, relativement, des droits actuels de timbre, *qui sera d'ailleurs compensée* par le relèvement du tarif de 1827.

Les administrations communales continueront à fournir à l'Etat gratuitement les doubles des registres à déposer aux greffes des tribunaux de première

instance; mais ces doubles seront exempts de tout droit de timbre.

Cette exonération est basée sur le fait que ces doubles sont prescrits à titre de conservation, par mesure de sécurité dans l'intérêt public, pour le cas de destruction ou de disparition des originaux faisant partie des archives communales.

L'Etat continuera également à bénéficier du timbre pour toutes les pièces de l'état civil, sauf les cas d'indigence, et à percevoir les droits d'expédition pour la délivrance des extraits des registres déposés dans les greffes des tribunaux de première instance; mais le tarif de ces derniers droits devra être le même que ceux que les communes seront autorisées à percevoir pour les extraits des registres timbrés faisant partie des archives communales.

Je verserai au dossier de la Commission, chargée de l'examen de cette proposition de loi, deux documents qui permettent de se rendre compte, très approximativement, des conséquences financières des mesures préconisées ci-dessus.

C'est d'abord un tableau de chiffres — trop long et, par conséquent, trop dispendieux pour être imprimé — condensant les renseignements fournis par 111 communes, qui ont répondu à un questionnaire que j'ai adressé au hasard aux villes et localités les plus importantes du pays, indiquant le coût des registres de l'état civil, le montant des droits perçus, le déficit pour chacune d'elles et le produit des droits de timbre pour l'Etat. Il en résulte qu'au total, le déficit est de fr. 352,475-69 pour les communes, tandis que l'Etat a perçu 353,160 francs.

En exonérant du droit de timbre les doubles des registres, la recette serait réduite environ de moitié pour l'Etat; mais celui-ci retrouverait largement son compte en procédant, d'autre part, à la mise à jour du tarif des droits d'expéditions ci-contre :

**Tableau indiquant les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe
et d'expédition des pièces en matière d'état civil.**

	Droit de timbre nouveau (loi du 2 janvier 1926).	Droit d'enregistre- ment (loi du 2 janvier 1926).	Droit de greffe (loi du 2 janvier 1926, article 159).	Droit d'expédition des communes : a) Arrêté royal du 24 mai 1827 ; b) Avis du Conseil d'Etat du 18 août 1807 ;
Extrait d'acte de naissance	6.50	—	1.50	a) 0.53
Extrait d'acte d'adoption	6.50	—	2.00	a) 0.85
Extrait d'acte de reconnaissance	6.50	—	1.50 ou 2.00	0.53 ou 0.85
Certificat d'habitation	2.50	12.50	—	—
Publication (à afficher)	2.50	—	—	—
Certificat de publication ou de non- opposition	2.50	—	—	0.53
Extrait d'acte de publication (copie littérale)	6.50	—	1.50	a) 0.53
Procès-verbal de dissentiment (C. c., art. 148 et 150)	2.50	—	—	—
Procès-verbal de déclaration d'im- possibilité de manifester volonté (C. c., art. 149 et 155, 3 ^e al.)	2.50	—	—	—
Procès-verbal de déclaration d'ab- sence (C. c., art. 155)	2.50	—	—	—
Carnet de mariage	2.50	—	—	—
Extrait d'acte de mariage	6.50	—	2.00	a) 0.85
Certificat de conventions matrimo- niales	2.50	12.50	2.00	0.85
Extrait d'acte de divorce	6.50	175.00	2.00	a) 0.85
Extrait de la transcription du juge- ment de rectification d'actes de l'état civil	6.50	—	3.75 par rôle	b) 0.75 par rôle
Naturalité :				
Acte de consentement en matière de naturalité (art. 21, loi du 15 mai 1922)	2.50	12.50	—	—
Extrait de déclaration de natura- lité reçue par l'officier de l'état civil	6.50	12.50	3.75 par rôle	b) 0.75 par rôle
Extrait de la transcription du juge- ment d'agrément d'option de patrie ou de la disposition légis- lative accordant la naturalisa- tion	6.50	—	3.75 par rôle	b) 0.75 par rôle
Extrait d'acte d'état civil devant servir en matière électorale	—	—	0.75	0.15
Extrait d'acte de décès	6.50	—	1.50	a) 0.53

Légalisation de signature d'officier de l'état civil par le juge de paix ou le président du tribunal de première instance : fr. 1-25 (loi du 2 janvier 1926, art. 159).

Ce tableau démontre les flagrantes anomalies fiscales, en cette matière, dont les communes et les particuliers intéressés se plaignent légitimement. Il est appuyé d'une note d'observations doctrinales et jurisprudentielles faisant ressortir, surabondamment, la nécessité d'uniformiser ces droits et d'apporter une meilleure harmonie dans la réglementation en élucidant les controverses qu'elle a soulevées.

Il y a donc lieu de mettre un terme à la véritable incohérence que l'état actuel des choses suscite dans la pratique. Mais c'est là évidemment la mission du pouvoir exécutif et il ne faut pas que les trois départements ministériels à qui incombe cette tâche — Intérieur, Justice et Finances — continuent à se ren-

voyer la balle pour se soustraire à un travail qui est non seulement d'une utilité réelle, mais d'une urgente nécessité dans l'intérêt général.

La revision du tarif devra permettre aux communes, en fixant au taux de notre monnaie revalorisée les droits d'expéditions qu'elles sont autorisées à percevoir, de récupérer le coût des registres et le montant des droits de timbre pour l'un des exemplaires restant à leur charge.

J'aime à croire que ces mesures, qui tendent à concilier rationnellement les divers intérêts en cause, rencontreront l'adhésion du Parlement.

F. PAULSEN.

(8)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1928

Wetsvoorstel tot vrijstelling van formaatzegel voor de dubbels der registers van den burgerlijken stand, het inboorlingschap en de naturaliteit en tot herziening van het tarief der te innen rechten voor de uitgiften van en de uittreksels uit bedoelde akten.

TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Artikel 109 van de Grondwet luidt :

« Het opmaken van de akten van den burgerlijken stand en het houden van de registers behooren uitsluitend tot de bevoegdheid van de gemeenteverheid. »

Artikel 93, lid 1, der gemeentewet, belast het college van burgemeester en schepenen met het houden van de registers van den burgerlijken stand.

Het Burgerlijk Wetboek vult deze bepalingen onder meer als volgt aan :

« ART. 40. — De akten van den burgerlijken stand worden, in elke gemeente, ingeschreven in een of meer *in dubbel gehouden registers*. »

» ART. 43. — De registers worden op het einde van elk jaar door den ambtenaar van den burgerlijken stand afgesloten; en binnen de maand zal een der dubbels worden overgebracht in de archieven der gemeente en het andere *dubbel ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg*. »

Uit deze teksten blijkt vooreerst dat de gemeentebesturen te dezer belast worden met een sociale opdracht, van algemeen en openbaar nut.

Evenwel leggen de artikelen 93 en 131, 1^o, der gemeentewet ten laste van de gemeenten, zonder eenige tusschen-

komst van den Staat noch van de Provincie, de « bezoldiging der bedienden » en « *het aankopen en onderhouden van de registers van den burgerlijken stand* ».

En men begrijpt nog minder, dat de Staat te zijnen bate een belasting heft ten laste van de gemeenten, met haar te verplichten de bladen harer registers van den burgerlijken stand te doen zegelen, zelfs de dubbels die zij jaarlijks moeten neerleggen ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg van hun arrondissement.

Inderdaad, artikel 9, 12^o der wet van 25 Maart 1891, behelzende het Zegelwetboek, onderwerpt aan de formaatzegelrechten « de afkondigingen van huwelijk, de registers van den burgerlijken stand, de verklaringen van naturaliteit en aanvaarding van burgerschap, en de uitgiften, afschriften of uittreksels die daarvan aan de particulieren worden uitgereikt ».

Bij den Senaat zijn een groot aantal verzoekschriften ingekomen vanwege gemeenteraden die voor die registers vrijstelling van zegelrecht vragen.

Deze verzoekschriften steunen op de volgende overwegingen :

« DE GEMEENTERAAD,

» Gelet op het decreet van 13 Brumaire jaar VII (3 November 1798)

waarbij aan zegelrechten worden onderworpen, wegens hun formaat, de registers van den burgerlijken stand;

» Overwegende dat deze wet voor gevolg had de taxering van de akten waarvan het opmaken beantwoordde aan bijzondere behoeften, die geen verband hebben met de reden van bestaan of de opdracht der gemeentebesturen; dat, inderdaad, ondanks artikel 109 der Grondwet, dat bepaalt dat « het opmaken van de akten van den burgerlijken stand en het houden van de registers uitsluitend tot de bevoegdheid van de gemeenteoverheid behoren » het vast staat dat deze akten en deze registers vooral worden gebezigd in collectief, algemeen of bijzonder belang, zooals : het opmaken der kiezerslijsten, de burgerlijke pensioenen en die van den eeredienst, de huwelijken, de successiën, enz.; dat, bijgevolg, zij veel meer van algemeen dan wel van plaatselijken aard zijn;

» Dat desnoods deze registers zouden kunnen worden gehouden door een ambtenaar van den Staat, zooals die van het kadaster, dat de burgerlijke stand der eigendommen is;

» Overwegende dat deze taxe op de registers van den burgerlijken stand eene belasting van den Staat is die op de gemeente weegt, wat een ongerijmdheid is, vermits de Staat de gemeente moet ter hulp komen met zijn toelagen;

» Overwegende bovendien dat het plakken van een zegel op de bladen dezer registers de authenticiteit niet verhoogt van de akten die daarin staan;

» Dat in dit opzicht op te merken valt dat andere bestuursregisters die even gewichtige akten bevatten als die van den burgerlijken stand, niet aan zegelrecht onderworpen zijn; dat dit onder meer het geval is met de registers van de beraadslagingen van den gemeenteraad en van het college waarvan de akten, als die van den burgerlijken stand, bij de rechtbank mogen worden overgelegd en aldaar als geloofwaardig gelden;

» Overwegende dat dit overblijfsel uit een vroeger tijdperk, dat op zichzelf reeds ongerijmd en moeilijk te rechtvaardigen is, nog duurder komt te staan tengevolge van de verhooging van het zegelrecht, voorzien bij de wet van 31 December 1925; dat de zegelkosten voor de registers van den burgerlijken stand der gemeente Gilly voor 1926 drie duizend twee honderd frank bedragen, te voegen bij de bezoldiging van het personeel van den dienst van den burgerlijken stand;

» Dat daaruit eene merkelijke uitgave zal vloeien voor de gemeentefinanciën, uitgave die niet kan worden gedekt door de uitgiftetaxe geheven bij de aflevering van uittreksels uit die akten aan niet onvermogene particulieren;

» Overwegende dat het meer dan volstaat dat de gemeenten gehouden zijn een dienst van algemeene orde te verrichten zonder dat zij uit dien hoofde nog een belasting moeten betalen;

» Gelet op artikel 131 der gemeentewet,

» DRUKT DEN WENSCH UIT :

» De Wetgevende macht de noodige » wijzigingen te zien toebrengen aan » de zegelwet van 31 December 1925 om » van bedoelde rechten de registers van » den burgerlijken stand vrij te stellen. »

De aangehaalde redenen zijn afdoende. De registers van den burgerlijken stand zijn van algemeen belang. Het is redelijk hen vrij te stellen van elke fiscaliteit ten zelfden titel als de overige bestuursakten hierboven vermeld en wel de registers der bevolking die hetzelfde sociale doel beoogen.

« Heel de maatschappij heeft er belang bij, zegt de *Guide pratique de l'Officier de l'Etat civil*, van de heeren ROLAND en WOUTERS, dat de staat der personen, hunne familieverhoudingen, hunne hoedanigheid van vader, echtgenoot, wettig of onecht kind, op zekere wijze blijke,

want deze vaststelling ligt ten grondslag aan de indeeling der menschen in gezinnen en in naties, indeeling die noodzakelijk is voor de nauwkeurige verdeling van eenieders rechten en plichten. »

Het is niet logisch dat de bladen van de registers van den burgerlijken stand onderworpen zijn aan het formaatzegelrecht ten bate van den Staat, terwijl de bevolkingsregisters van dit recht zijn vrijgesteld. Beide zijn openbare registers, bestemd voor het algemeen belang. Zij zouden van alle fiscaliteit moeten vrijgesteld zijn.

Artikel 7 der wet van 25 Maart 1891 (Zegelwetboek) bepaalde het recht als volgt :

Een vierde vel klein formaat, fr.	0.25
Het half vel klein formaat . . .	0.50
Het vel klein formaat	1.00
Het vel gemiddeld formaat	1.30
Het vel groot formaat	1.70
Het vel groot register	2.50

Deze bedragen werden achtereenvolgens verhoogd en ten laatste werden zij door het eerste artikel der wet van 2 Januari 1926 opgevoerd tot :

Het half vel klein formaat, fr.	2.50
Het vel klein formaat	5.00
Het vel gemiddeld formaat	6.50
Het vel groot formaat	8.50
Het vel groot register	12.50

Terwijl de kosten van vervaardiging der registers en de wedden der bedienden van den burgerlijken stand gedragen worden door de gemeenten, haalt de Staat belangrijke inkomsten uit het formaatzegelrecht, waaraan niet alleen de bladen van de registers zelf, doch ook de uitgiften en afschriften van alle akten van den burgerlijken stand onderworpen zijn.

Met het doel de kassen van de Schatkist nog meer te stijven, heeft een ministerieel aanschrijven van 19 Februari 1927, gevolgd door een meer uitgebreide

verklaring, den ambtenaren van den burgerlijken stand voorgeschreven van de toekomstige echtgenooten vóór de akten van huwelijksafkondiging, bewijschriften te eischen waaruit woon- en verblijfplaats van zes maanden blijke en die onderworpen zijn aan het minimum formaatzegel van fr. 2-50 en aan het registratierecht van fr. 12-50, behalve in geval van behoorlijk vastgesteld onvermogen. (*Revue communale*, 1927, blz. 242.)

Het spreekt vanzelf dat deze ministerieele onderrichtingen, wier wettelijkheid trouwens betwist wordt, de kosten der stukken vereischt voor de huwelijken, merkkelijk verhoogden.

Zij schijnen in tegenspraak te zijn met den tekst en den geest van artikel 9, 12^o van hooger bedoelde wet van 25 Maart 1891 op het zegelrecht, dat slechts slaat op de huwelijksafkondigingen, de registers, enz...

Artikel 15, paragraaf 5, 3^o der wet van 25 November 1889 bepaalt op 85 centiemen de afschriften en uittreksels der huwelijks-, aannemings- en echtscheidingsakten en op 53 centiemen de afschriften of uittreksels der geboorte- en overlijdensakten en der huwelijksafkondigingen. Verdubbeld door artikel 9 der wet van 28 Augustus 1921, werden de rechten voor aflevering van uittreksels van akten van den burgerlijken stand in de griffies der rechtbanken van eersten aanleg, door artikel 159 der wet van 2 Januari 1926, gebracht van :

$$0.85 \times 2 = \text{fr. } 1.70 \text{ op } 2 \text{ frank;}$$

$$0.53 \times 2 = \text{fr. } 1.06 \text{ op fr. } 1.50.$$

De *Revue communale*, 1926, bladzijde 68, stelt vast : « Het is van belang voor het publiek te weten dat dezelfde stukken kunnen gevraagd worden aan de ambtenaren van den burgerlijken stand en dat dezen slechts de oorspronkelijke kosten van fr. 0.85 of van fr. 0.53 mogen vergen. » (Verouderd tarief, bepaald bij besluit van Koning Willem, op 24 Mei 1827.)

In haar vergadering van 14 Februari 1927, heeft de conferentie der burge-meesters van de Brusselsche agglome-ratie den wensch uitgedrukt de rechten door de gemeentebesturen te innen voor het afleveren van uittreksels der regis-ters van den burgerlijken stand, in overeenstemming te zien brengen met de rechten geïnd door de griffies der rechtbanken van eersten aanleg, hou-ders van een duplo der registers dat haar zonder kosten door die besturen wordt geleverd.

Reeds vroeger heeft het gemeentebe-stuur van Anderlecht herziening ge-vraagd van het Koninklijk besluit van 24 Mei 1827 :

1^o Bij brief van 20 November 1921, gericht tot den Minister van Financiën. Deze antwoordde bij brief van 5 Fe-bruari 1922, 3^e bestuur, 1^e bureel, n^r 6618, dat de vraag overgemaakt was aan den Minister van Binnenlandsche Zaken « als behorende tot dezès be-voegdheid ».

2^o De vraag werd herhaald bij brief van 2 Februari 1923 aan den Minister van Binnenlandsche Zaken. Deze an-twoordde op zijn beurt bij brief van 13 Februari 1923, bestuur van de pro-vincie- en van de gemeentezaken, n^r 9419, dat hij ze overgemaakt had aan den Minister van Justitie « als vallende bin-nen dezès bevoegdheid ».

3^o Ten slotte, bij brief van 24 Fe-bruari 1927, 5^e algemeen bestuur, 4^e sec-tie, littera E. C., n^r 2069, antwoordt de Minister van Justitie aan den ambtenaar van den burgerlijken stand van Ander-lecht het volgende :

« Overeenkomstig den wensch dien gij hebt uitgedrukt, heb ik de eer U ter kennis te brengen dat mijn departement thans de kwestie klaar maakt van de ver-hooging der rechten door de gemeente-besturen te innen voor het afleveren van uittreksels of afschriften van akten van den burgerlijken stand.

» Ik zal er voor zorgen U binnen kort den uitslag ervan te doen kennen. »

Gelet op het voorgaande en op de noodzakelijkheid voor de gemeenten haar ontvangsten en uitgaven in even-wicht te brengen, verzocht ik den Minis-ter van Justitie op 15 Maart 1927, de herziening van het tarief der rechten voor de afschriften van de akten van den burgerlijken stand, bepaald bij Konink-lijk besluit van 24 Mei 1827, door zijn departement te doen bespoedigen en daarbij rekening te houden met de hui-dige waarde van den frank.

Ik ontving het volgende antwoord :

« De verhooging der tarieven voor de aflevering der uittreksels of afschrif-ten der akten van den burgerlijken stand en der getuigsschriften die betrekking hebben tot den burgerlijken stand der personen, ligt ter studie. Ik hoop dat eer-lang een oplossing zal verkregen worden.

» De vraag te weten of de registers van den burgerlijken stand niet moeten vrijgesteld worden van het formaat-zegelrecht, werd overgemaakt aan den Minister van Financiën. » (Belgische Wetgevende Kamers. — Vragen en Antwoorden. Bulletijn n^r 19, 7 April 1927.)

Op 14 April daaropvolgend verscheen in hetzelfde bulletijn onderstaand aan-vullend antwoord :

« Gelet op de dringende geldbehoef-ten van de Schatkist, is het niet moge-lijk den weg op te gaan der vrijstellingen door het geacht lid voorgesteld.

• « Er ware echter middel langs een zijweg voldoening te geven aan de gemeenten. Dit middel zou hierin be-staan de gemeentebesturen te machtigen van de betrokken partijen, bij het over-leggen van akten van den burgerlijken stand (geboorte-, huwelijks-, overlijdens-akten, enz.), ten titel van taxe de betaling te vergen eener som, die onge-veer het bedrag voorstelt van het zegel voor het opmaken van bedoelde akten gebruikt. Deze som, noodzakelijk gering (1 of 2 frank), zou een zeer lichte last zijn voor de particulieren, terwijl zij de gemeenten zou toelaten haar uitgaven te verhalen.

» Naar mijn opvatting zouden de onvermogenen ontslagen zijn van de betaling van bedoelde taxe.

» Ik heb voormeld middel ter overweging gegeven aan mijn collega van Binnenlandsche Zaken, die bevoegd is om te oordeelen of er gevolg kan aan gegeven worden. »

Naar aanleiding van dit antwoord heb ik bij den Minister van Binnenlandsche Zaken aangedrongen om zijn advies te kennen betreffende eene taxe die zou geheven worden, bij het opmaken der akten van den burgerlijken stand, ten laste der betrokken partijen, ten einde de kosten te dekken van het zegelrecht, waaraan de registers van den burgerlijken stand onderworpen zijn.

Bij brief van 28 April 1927, waarvan mij een afschrift werd overgemaakt, heeft de Minister van Binnenlandsche Zaken aan zijn collega van Financiën laten weten dat hij, in overleg met den Minister van Justitie, oordeelt dat dergelijke taxe onaanneembaar ware gezien artikel 2 van het besluit van 24 Mei 1827, waarbij uitdrukkelijk wordt verboden de geringste taxe ten laste der betrokken partijen te leggen voor het opmaken der akten van den burgerlijken stand.

De Regeering weigert dus de gemeenteraden te machtigen eene taxe te vestigen om de onkosten te dekken van papier, drukwerk, inbinden, alsmede van de formaatzegels der registers van den burgerlijken stand.

Anderdeels werd er nog geen gevolg gegeven aan de pogingen die tot nog toe werden gedaan om herziening te bekomen van het verouderd tarief der kosten van uitgifte, welke de gemeenten mogen innen krachtens het besluit van 24 Mei 1827, daar de drie voormelde ministerieele departementen zich onderling ontlasten van de taak dit tarief te herzien en het aan de huidige waarde van den frank aan te passen.

Derhalve heb ik de eer onderhavig wetsvoorstel in te dienen, dat ten doel heeft: /

1^o Van de zegelrechten vrij te stellen het dubbel der registers, welke de gemeentebesturen ieder jaar moeten neerleggen ter griffie der rechtbank van eersten aanleg van het gebied;

2^o Aan de gemeenten toe te laten voor het afleveren van uittreksels, dezelfde rechten van uitgifte te heffen als bedoelde griffies der rechtbanken van eersten aanleg, ten einde gedeeltelijk de onkosten te dekken van de registers welke de gemeenten voor zich behouden.

Dit voorstel is billijk.

Het zal den Staat slechts berooven van een betrekkelijk gering gedeelte der huidige zegelrechten; dit verlies zal trouwens vergoed worden door de verhooging van het tarief van 1827.

De gemeentebesturen zullen verder kosteloos aan den Staat het dubbel verstrekken der registers neer te leggen ter griffie der rechtbanken van eersten aanleg; dit dubbel zal echter van alle zegelrecht worden vrijgesteld.

Deze vrijstelling is gewettigd door het feit dat dit dubbel moet dienen om bewaard te worden, bij veiligheidsmaatregel in het algemeen belang, bijaldien de oorspronkelijke registers, die tot het gemeentelijk archief behooren, moesten vernietigd worden of verloren gaan.

De Staat zal insgelijks verder het zegelrecht innen voor al de stukken van den burgerlijken stand, behalve in de gevallen van onvermogen. Hij zal ook verder de rechten van uitgifte heffen voor het afleveren van de uittreksels der registers neergelegd ter griffie van de rechtbanken van eersten aanleg; doch het tarief dezer laatste rechten moet hetzelfde zijn als dit der taxes welke de gemeenten mogen heffen voor de uittreksels der afgestempelde registers, die in het archief der gemeenten worden bewaard.

Aan de Commissie, met het onderzoek van dit wetsvoorstel belast, zal ik twee stukken ter hand stellen, waarbij men zich zeer benaderend kan rekenschap geven van de financiële gevolgen der hooger voorgestelde maatregelen.

Het eerste stuk is eene tabel met cijfers, — die al te lang is en derhalve te veel zou kosten om te worden gedrukt, — waarin de inlichtingen worden samengevat, verstrekt door 111 gemeenten, die hebben geantwoord op eene vragenlijst op goed geluk af gestuurd naar de belangrijkste steden en gemeenten van het land. Bij deze vragenlijst worden opgegeven de prijs der registers van den

burgerlijken stand, het bedrag der geheven rechten, het tekort voor iedere gemeente en de opbrengst der zegelrechten ten bate van den Staat.

Hieruit blijkt dat het globaal tekort voor de gemeenten bedraagt fr. 352,475-69, terwijl de Staat heeft geïnd 353,160 frank.

Met het dubbel der registers van zegelrecht vrij te stellen, zou de ontvangst ten bate van den Staat ongeveer met de helft worden verminderd; dit verlies zou echter ruimschoots worden vergoed, indien het tarief der hieronder opgegeven rechten van uitgifte werd bijgewerkt.

Tabel houdende opgave der zegel-, registratie-, griffie- en uitgifterechten der akten van den burgerlijken stand.

	Nieuw zegelrecht (wet van 2 Januari 1926).	Registratie- recht (wet van 2 Januari 1926).	Griffierecht (wet van 2 Januari 1926, artikel 159).	Uitgifterecht der gemeenten : a) Koninklijk be- sluit van 24 Mei 1827 ; b) Advies van den Raad van State van 18 Augustus 1807.
Uittreksel van geboorteakte . . .	6 50	—	1.50	a) 0.53
Uittreksel van akte van kinderaan- neming	6.50	—	2.00	a) 0.85
Uittreksel van akte van erkenning .	6.50	—	1.50 of 2.00	0.53 of 0.85
Getuigschrift van bewoning . . .	2.50	12.50	—	—
Afkondiging (aan te plakken) . .	2.50	—	—	—
Getuigschrift van afkondiging of van niet-verzet	2.50	—	—	0 53
Uittreksel van afkondigingsakte (letterlijk afschrift)	6.50	—	1.50	a) 0 53
Proces-verbaal van verschillend ge- voelen (B. W., art. 148 en 150) .	2.50	—	—	—
Proces-verbaal van verklaring van onmogelijkheid wil te doen blij- ken (B. W., art. 149 en 155, 3° lid)	2.50	—	—	—
Proces-verbaal van afwezigverkla- ring (B. W., art. 155)	2.50	—	—	—
Trouwboekje	2.50	—	—	—
Uittreksel van huwelijksakte . . .	6.50	—	2.00	a) 0.85
Bewijsschrift van huwelijksche overeenkomsten	2.50	12.50	2.00	0 85
Uittreksel van akte van echtschei- ding	6.50	175.00	2.00	a) 0.85
Uittreksel van de overschrijving van het vonnis tot verbetering van akten van den burgerlijken stand	6.50	—	3.75 per rol	b) 0.75 per rol

	Nieuw zegelrecht (wet van 2 Januari 1926).	Registratie- recht (wet van 2 Januari 1926).	Griffierecht (wet van 2 Januari 1926, artikel 159).	Uitgifterecht der gemeenten : a) Koninklijk be- sluit van 24 Mei 1827 ; b) Advies van den Raad van State van 18 Augustus 1807.
Naturaliteit :				
Akte van toestemming inzake natu- raliteit (art. 21, wet van 15 Mei 1922)	2.50	12.50	—	—
Uittreksel van verklaring van natu- raliteit, ontvangen door den amb- tenaar van den burgerlijken stand	6.50	12.50	3.75 per rol	b) 0.75 per rol
Uittreksel der overschrijving van het vonnis tot aanvaarding der optie, of uittreksel der wetsbe- paling tot verleening van bur- gerschap	6.50	—	3.75 per rol	b) 0.75 per rol
Uittreksel van akte van den bur- gerlijken stand voor kieszaken .	—	—	0.75	0.15
Uittreksel van overlijdensakte. .	6.50	—	1.50	a) 0.53

Echtverklaring der handteekening van den ambtenaar van den burgerlijken stand door den vrederechter of den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg : fr. 1.25 (wet van 2 Januari 1926, art. 159).

Uit deze tabel blijkt welke schreeuwende fiscale ongerijmdheden te dezer zake bestaan, waarover de gemeenten en de betrokken particulieren terecht klagen. Deze tabel wordt gestaafd door eene nota, waarin opmerkingen van rechtsleer en rechtspraak voorkomen, die ten overvloede doen uitschijnen hoe noodig het is eenheid te brengen in deze rechten, en de reglementeering beter in overeenstemming te brengen, met de twistpunten te verklaren welke zij heeft doen rijzen.

Er dient dus een einde gesteld aan het gemis van samenhang dat de huidige staat van zaken in de practijk doet rijzen. Deze opdracht is voorbehouden aan de uitvoerende macht, en het mag niet dat de drie ministeriële departementen, die hiertoe bevoegd zijn, —

Binnenlandsche Zaken, Justitie en Financiën— zich verder onderling den bal blijven terugkaatsen om zich te onttrekken aan eene taak, die niet alleen oprecht nuttig, doch dringend noodzakelijk is in het algemeen belang.

De herziening van het tarief moet aan de gemeenten toelaten, — met de rechten van uitgifte, welke zij mogen heffen aan te passen aan de revalorisatie onzer munt, — de kosten der registers en het bedrag der zegelrechten voor een der exemplaren, dat te haren laste blijft, te verhalen.

Ik hoop dat deze maatregelen, die op redematige wijze de onderscheiden betrokken belangen overeenbrengen, door het Parlement zullen worden goedgekeurd.

F. PAULSEN.